

ENQUÊTE PUBLIQUE

Les projets des Plans de Gestion des Risques d'Inondation 2022-2027

Le Collège communal informe la population que, dans le cadre de la Directive (2007/60/CE) relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, les projets des Plans de Gestion des Risques d'Inondation 2022-2027 ont été mis à jour et sont soumis, à la demande du Gouvernement wallon, à enquête publique sur l'entité :

Date d'affichage de la demande	Date d'ouverture de l'enquête	Lieu, date et heure de clôture de l'enquête	Les observations écrites peuvent être adressées à :
21 avril 2021	3 mai 2021	3 novembre 2021 11h30 Adm. communale de et à Etalle	Administration communale Rue du Moulin, 15 6740 Etalle

Le dossier peut être consulté à partir de la date d'ouverture jusqu'à la date de clôture de l'enquête, chaque jour ouvrable pendant les heures de service, ou sur rendez-vous à l'adresse reprise ci-dessus. Les rendez-vous doivent être pris au plus tard vingt-quatre heures à l'avance auprès de Madame Marquet au 063/45.01.25 ou par mail marie-valerie.marquet@etalle.be

Les dossiers sont également consultables sur le site internet : enquetepublique-plandegestion-inondation.wallonie.be

Les observations verbales sont recueillies sur rendez-vous par le conseiller en environnement ou, à défaut, par l'agent communal délégué à cet effet (voir cadre ci-dessus).

Tout intéressé peut formuler ses observations en ligne, par mail et obtenir des explications techniques sur les projets auprès du SPWARNE :

Projets des Plans de Gestion des Risques d'Inondation 2022-2027

- Via courriel : pgri.inondations@spw.wallonie.be
- Par courrier : Secrétariat de la Direction des Cours d'Eau non navigable du SPWARNE - Avenue Prince de Liège, 7 - 5100 JAMBES

Etalle, le 20/04/2021.

La Directrice générale

A.-M. Dourte

Par le Collège,



Le Bourgmestre,

H. Thiry

A l'initiative du Gouvernement wallon, ces projets, de catégorie A.2. sont soumis à enquête publique en vertu des articles D. 28 et D. 53-6 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau et D. 29-1 du Livre Ier du Code de l'Environnement. Les projets ont également fait l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement, en vertu de l'article D. 53 du Livre Ier du Code de l'Environnement. Suspension du délai d'enquête publique entre le 16 juillet et le 15 août ainsi qu'entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier